economiesuisse

Conférence mondiale sur le climat : ça ne marchera pas comme ça - mais il faut faire quelque chose

La conférence sur le climat "COP 27" s'est achevée à Charm el-Cheikh avec peu de hauts et beaucoup de bas. Elle n'a pas représenté une avancée pour le climat, même du point de vue de l'économie.

La politique climatique mondiale n'est pas sur la bonne voie, car les engagements pris par les pays ne suffisent pas à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. Sans parler de la trajectoire de réduction effective. Le manque d'engagement des grands émetteurs est particulièrement problématique - le président chinois et le président russe ne sont pas venus du tout et le président américain est arrivé trop tard. La Suisse n'a pas non plus reçu de fleurs, puisqu'elle a perdu sept places dans le classement de la protection du climat et ne fait plus partie du top 20. Il apparaît clairement que l'objectif de 1,5°C devient de plus en plus irréaliste et que le résultat mitigé de la conférence n'y changera pas grand-chose.

LE CLIMAT N'EST PAS LE SEUL À ÊTRE EMPOISONNÉ, LE CLIMAT INTERÉTATIQUE L'EST AUSSI

Le débat a donc presque plus porté sur la répartition des dommages ("loss and damages") que sur la prévention de nouveaux dommages. Les avis sont partagés sur cette question : d'une part, ce sont surtout les pays en développement et les Etats insulaires qui se considèrent comme des 'victimes du climat' et veulent recevoir une compensation pour les dommages. D'autre part, les pays occidentaux

sont gênés par le fait que des pays comme la Chine et l'Arabie saoudite, anciens pays émergents mais désormais gros émetteurs, tentent de se positionner eux aussi en tant que victimes du climat. Cela est inacceptable pour une grande partie du monde développé. Un fonds de soutien aux pays les plus pauvres pour faire face aux dommages causés par le changement climatique a finalement été décidé - l'avenir nous dira dans quelle mesure cet instrument sera efficace.

TOUS LES PAYS RECONNAISSENT AU MOINS LE PROBLÈME

Le fait que la préoccupation pour le climat soit un dénominateur commun clair dans le monde entier est un point positif. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré avec force que nous roulions à plein régime sur l'autoroute vers l'enfer climatique et que nous avions encore le pied sur l'accélérateur. Reste à savoir si cela conduira la communauté mondiale à prendre la prochaine sortie.

Mais ce n'est pas parce que l'objectif de 1,5°C devient irréaliste que la lutte pour chaque dixième de degré n'en vaut pas la peine. La Suisse peut tout à fait jouer un rôle à cet égard :

- **Descendre de ses grands chevaux - pas seulement, mais aussi la Suisse.** Ce n'est pas si confortable, car celui qui descend de sa monture se retrouve dans la boue, comme tout le monde. Mais tous les pays doivent passer par là. Les pays développés qui, malgré leur intensité d'émission relativement faible, ne doivent pas se soustraire à leur responsabilité, en particulier pour les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cela vaut également pour la Suisse et ses importations, qui doublent presque son empreinte climatique. Et pour les pays en développement, dont les efforts ne doivent pas se limiter à lutter pour des compensations et à se replier sur le rôle de victime.
- **Utiliser le levier diplomatique.** En tant que petit pays, la Suisse génère un pour mille des émissions, une part inférieure à la moyenne des émissions mondiales. En même temps, en tant que pays engagé et prospère, elle a un poids disproportionné dans la diplomatie. Plus que sur la réduction des émissions restantes à l'intérieur du pays (même si cela reste sans aucun doute son devoir), la Suisse devrait mettre l'accent sur la réalisation de progrès au niveau international. Un exemple serait la création du club climatique du G7, qui bouleverserait la politique climatique mondiale. Un examen approfondi du soutien à un tel club climatique serait une bonne chose pour la Suisse.
- **Utiliser le levier économique.** Une étude menée par McKinsey en collaboration avec economiesuisse et le WWF a montré que la Suisse dispose d'un immense levier climatique global - grâce à son économie forte et globale: elle est un pays qui compte pour le climat. Et les entreprises suisses sont ici à la pointe : récemment, la 100e entreprise suisse s'est fixé des objectifs climatiques basés sur la science (SBTi). Les entreprises suisses s'engagent ainsi à décarboner globalement plus de neuf fois les émissions nationales suisses. Nous osons même pronostiquer que les entreprises suisses pourraient se rapprocher de l'objectif de 1,5 °C. Il s'agit ici de soutenir les entreprises dans ce voyage ambitieux, car la Suisse peut ainsi réellement faire la différence dans la lutte globale contre

le changement climatique.

- **Prendre des mesures d'adaptation.** Des dommages accrus dus au changement climatique mondial sont probables. Une politique intelligente n'investit pas uniquement dans la prévention - notre pays peut certes jouer un rôle, mais le succès ou l'échec global est décidé par d'autres. Nous devons renforcer la résilience de la Suisse - par exemple en interconnectant les systèmes d'eau potable, en améliorant la protection contre les inondations, en assurant la protection des personnes âgées et des malades contre les vagues de chaleur. Les critiques disent que les investissements dans la résilience détournent l'attention des mesures de réduction - mais un canot de sauvetage ne détourne pas le capitaine du bon cap.

Pour progresser dans la lutte contre le changement climatique, il faut désormais plus que jamais travailler ensemble. Dans ce contexte, la division de la communauté mondiale est presque plus inquiétante que l'absence de progrès. C'est précisément là que la Suisse, en tant que pays au rayonnement international, peut intervenir. Car ce qui n'existe pas encore peut - et doit ! - encore arriver.